

25 novembre 2024 : ensembles contre les violences sexistes et sexuelles !

InvisibiliséEs, harceléEs, insultéEs, exploitéEs, discriminéEs, violéEs, tuéEs ; les femmes et les minorités de genre subissent des violences sexistes et sexuelles partout : au travail, dans les écoles, la rue, les foyers, les services de santé.

Le 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences, mobilisons-nous pour :

- Dénoncer l'impunité des agresseurs et l'inaction des autorités.
- Soutenir les femmes issues de minorités : être une femme racisée, lesbienne, trans, en situation de handicap, musulmane ou queer, c'est vivre des violences et des discriminations quotidiennes.
- Rappeler que enfants sont les premières victimes des violences sexuelles (450 cas par jour), restent majoritairement ni écoutéEs, ni protégéEs.



Luttons pour défendre nos vies !

Il n'y a pas un endroit dans le monde où les droits des femmes et des minorités ne sont pas menacés, instrumentalisés et contrôlés ! Ne lâchons rien : il s'agit de leur privilège, il s'agit de nos vies !

En France, alors que l'égalité entre les femmes et les hommes était déclarée « grande cause nationale » par Emmanuel Macron, les féminicides ne font qu'augmenter : 122 femmes tuées par leur conjoint ou ex-conjoint en 2021, 134 en 2023, et déjà 111 en 2024.

Victimes, on vous croit !

Mobilisons-nous , dénonçons les politiques répressives du gouvernement qui génèrent et accentuent les violences.



Chaque jour, 250 viols ou tentatives sont recensés en France. Mais que valent ces chiffres quand on voit la difficulté d'engager des poursuites ? Refus de dépôt de plainte, procédures coûteuses (4000 à 6000 €), violences institutionnelles, porter plainte est un véritable parcours d'obstacle.

La culture du viol est profondément ancrée en France comme peuvent en témoigner des procès comme celui des violeurs de Mazan. Combien d'affaires faudra-t-il pour prendre les victimes au sérieux et dire stop ?

Luttons contre les politiques antisociales !

Les réformes antisociales de ces dernières années (retraites, chômage, RSA) précarisent davantage les femmes et les minorités de genre, sous-payées et surexploitées. Sans accès aux aides sociales, certaines sont expulsées de leur logement ou vivent à la rue. Au lieu de s'attaquer à ces inégalités sociales, les gouvernements successifs n'ont cessé de mener des politiques liberticides. La loi sexiste et raciste contre l'abaya dans les établissements scolaires illustre cette traque des adolescentes au sein même de leur école. Finissons-en avec cette volonté de contrôle permanent du corps des femmes !

Nous ne sommes pas dupes, ces mesures servent de contre-feu idéologique et détournent l'attention des véritables enjeux. Pendant ce temps, le gouvernement refuse d'investir dans une lutte efficace contre les VSS. La Fondation des Femmes estime à 2,6 milliards d'euros le budget nécessaire, mais le projet d'austérité du gouvernement actuel aggrave la situation.

Nous revendiquons :

- Un budget de 2,6 milliards d'euros pour lutter contre les VSS.
- Une éducation non sexiste et inclusive dès l'enfance.
- Des sanctions contre les employeurs ne respectant pas leurs obligations, pourtant à minima, de prévention des VSS.
- L'application de la convention de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) dans le droit français.
- Un congé parental de trois mois pour chaque parent.



Réunissons-nous, mobilisons-nous, et exigeons **JUSTICE** pour toutes les victimes. Notre solidarité est notre force, et nous ne cesserons de lutter tant que les droits de toutes et tous ne seront pas garantis.

Manifestations
11h Vieux-Port
Marseille
Samedi 23/11
17h Mairie
Salon